

Anthropologie et Sociétés



Thierry BAUDOUIN et Michèle COLLIN : Le contournement des forteresses ouvrières, coll. Réponses sociologiques, Libr. des Méridiens, Paris, 1983, 194 p.

Renaud SAINSAULIEU, Pierre-Eric TIXIER et Marie-Odile MARTY : La démocratie en organisation, coll. Réponses sociologiques, Librairie des Méridiens, Paris, 1983, 272 p.

Claude Bariteau

Volume 10, numéro 1, 1986

Travail, industries et classes ouvrières

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/006338ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/006338ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Département d'anthropologie de l'Université Laval

ISSN

0702-8997 (imprimé)

1703-7921 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce compte rendu

Bariteau, C. (1986). Compte rendu de [Thierry BAUDOUIN et Michèle COLLIN : Le contournement des forteresses ouvrières, coll. Réponses sociologiques, Libr. des Méridiens, Paris, 1983, 194 p. / Renaud SAINSAULIEU, Pierre-Eric TIXIER et Marie-Odile MARTY : La démocratie en organisation, coll. Réponses sociologiques, Librairie des Méridiens, Paris, 1983, 272 p.] *Anthropologie et Sociétés*, 10(1), 238–240. <https://doi.org/10.7202/006338ar>

Thierry BAUDOUIN et Michèle COLLIN : *Le contournement des forteresses ouvrières*, coll. Réponses sociologiques, Librairie des Méridiens, Paris, 1983, 194 p.

Renaud SAINSAULIEU, Pierre-Eric TIXIER et Marie-Odile MARTY : *La démocratie en organisation*, coll. Réponses sociologiques, Librairie des Méridiens, Paris, 1983, 272 p.

Au moment où s'élargit la socialisation de la production et que le capital appuie sa stratégie d'accumulation sur un *contournement des forteresses ouvrières*, l'on voit toujours naître, au sein des entreprises, des mouvements de revendication émanant des travailleurs pour défendre les acquis ou demander une plus grande participation aux décisions. De tels mouvements dérangent. Il n'est pas surprenant de découvrir que le patronat cherche rapidement à les canaliser en sa faveur.

Thierry Baudouin et Michèle Collin dans *Les contournement des forteresses ouvrières* et Renaud Sainsaulieu, Pierre-Eric Tixier et Marie-Odile Marty dans *La démocratie en organisation* ont cerné avec énormément de doigté cette double réalité qui a pris racine en France dans le sillon de la crise économique des dernières années. Le contenu de leurs ouvrages respectifs évoque des liens de parenté avec ce qui se passe en Angleterre, en Allemagne, au Canada, aux États-Unis ou au Québec. Ils ont en effet identifié les principales questions au cœur des débats déchirants qui obnubilent présentement le monde du travail dans les pays capitalistes. Pour cette raison, tout anthropologue intéressé par les transformations en cours au sein du monde du travail trouvera chez eux amplement d'idées pour meubler ses réflexions et baliser sa lecture des réalités sous observation.

Avec Baudouin et Collin, par exemple, on apprend que les bastions ouvriers créés avec le fordisme pour neutraliser l'empire des travailleurs de métier sur les procès de travail éclatent présentement sous l'effet combiné des gains réalisés dans les années 60 et des recherches patronales pour restructurer le procès de travail.

Vue sous cet angle, la crise apparaît comme un moment privilégié de renforcement du capital. Elle devient la justification des changements technologiques dans les milieux de travail et, par ricochet, un alibi pour déqualifier en douce des pans entiers de main-d'œuvre, ce qui n'est pas sans lien avec la montée progressive et toujours constante du travail précaire (temps partiel, travail à domicile, hors statut, intérimaire, etc.) et le repli manifeste des travailleurs syndiqués dans des lieux pourtant conquis mais sans cesse en perte de vitesse.

Baudouin et Collin fondent leurs dires sur des exemples tirés des mutations de l'espace productif en Basse-Normandie où, comme ailleurs, émergeaient les travailleurs précaires alors que les effectifs syndicaux se ratatinaient et que les contacts entre ces deux groupes apparaissaient des plus problématiques. Aussi, est-il devenu très important d'analyser toute tentative de rapprochement. Il ressort de l'analyse des efforts menés en ce sens par la C.F.D.T. de Basse-Normandie que seuls les travailleurs précaires articulés à l'entreprise ont été rejoints par les syndicats, « les autres formes de gestion de la main-d'œuvre », celles qui débordent les cadres de l'entreprise, sont demeurées « hors du champ de la vision syndicale » (p. 154).

Ce constat n'est guère surprenant. Les machines syndicales ont été enfermées dans les unités de production sous l'effet d'une approche juridique imposée par les gouvernements. Du coup, fut évacué l'espace social hors-usine, celui justement que pénètre avec de plus en plus de succès l'avant-garde capitaliste. La réplique, dans un tel contexte, ne saurait trouver une efficacité quelconque qu'en dehors de l'usine. Un tel énoncé, fût-il

exact, n'évacue aucunement les résistances syndicales corporatistes même si elles sont constamment pointées du doigt. Il indique toutefois où se situe le lieu des futures convergences, où l'institution syndicale doit chercher à s'enraciner pour se redéployer. Cette voie n'est pas facile à suivre. Elle passe, à mon avis, par une connaissance par les travailleurs de leurs pratiques au travail et hors travail, ce qui contribuerait à une perception des diverses fractions de salariés comme des sujets collectivement actifs de la lutte de classe.

Pour un anthropologue qui étudie les sociétés industrielles et le monde du travail, voilà de stimulantes pistes de recherche. Au Québec comme ailleurs, peu d'analyses concrètes ont cerné de près ces phénomènes nouveaux. Des indices (voir Bariteau et al. 1986) permettent de penser qu'il existe des similarités dans la façon de voir des travailleurs mais que celles-ci, en l'absence de révélateurs appropriés, demeurent souvent sujettes à des réinterprétations dont le contrôle échappe aux organismes associés aux travailleurs. En cela, par exemples interposés, Baudouin et Collin ont su révéler les points d'ancrage qui assureront un bond qualitatif à l'organisation des travailleurs de demain.

À l'opposé de l'approche de Baudouin et Collin, un autre courant valorise, parfois à outrance, la protection des forteresses ouvrières, perçues comme le seul foyer d'une re-composition de la conscience ouvrière. Ce courant, très présent chez les travailleurs de métier, s'enracine dans une longue tradition de luttes ouvrières, particulièrement européenne. C'est en grande partie de ce courant qu'ont essaimé divers essais de réappropriation de l'entreprise par des collectifs de travailleurs. C'est aussi en s'inspirant de ce courant que des tentatives de création d'entreprises nouvelles basées sur un fonctionnement collectif ont vu le jour. Toutefois, dès lors qu'ils sortent du modèle des relations de travail gérées par une négociation collective, les tenants de ce courant se butent constamment au modèle de fonctionnement hiérarchique qu'impose le rapport capitaliste. Ils doivent alors inventer des règles égalitaires dans un environnement qui ne les valorise surtout pas.

Dans cette optique, même s'il ne se veut pas une réponse à ces questions, le livre de Sainsaulieu, Tixier et Marty constitue un document qui sera fortement prisé par les promoteurs de tels projets et pour au moins trois raisons : leur examen de diverses expériences, l'identification des dangers qui les guettent au détour et les recommandations pour en assurer le succès. Pour les analystes de ce type d'entreprise, ces recommandations serviront probablement de grille comparative. Il leur faudra toutefois lire les résultats à la lumière de certaines autres contraintes, à savoir la compétitivité de l'entreprise, la compétence des membres du collectif, le support sociétal des collectivités locales, régionales et nationales, des appareils syndicaux et des gouvernements.

Les auteurs ont négligé ces réalités même s'ils en étaient conscients. Ils ont plutôt mis l'accent sur les problèmes de dynamique interne en faisant état des embûches comme des conquêtes nécessaires au maintien souvent difficile d'une permanence dans ce type d'entreprises. Les pages 238 à 252 soulignent les problèmes de l'organisation du travail collectif et ceux de la prise de décision et identifient de façon magistrale le principal défi interne que pose le projet de travailler sur une base collective. Elles révèlent les exigences du paradigme de fonctionnement qu'implique la démocratisation d'une organisation.

Sur ce point, ce livre, très bien documenté et truffé d'analyses de cas, permet de faire avancer la réflexion. Il fournit des munitions pour parfaire la connaissance des formes concrètes de démocratie et cerne les motivations qui portent des groupes d'hommes et de femmes à s'impliquer dans de tels projets. De la coopérative ouvrière de production aux associations de militants en passant par une démocratie directe dans des grandes entreprises, les idéaux sont analogues. Seules les applications diffèrent. Derrière ces différences néanmoins se profile une constante : le rejet implicite d'une hiérarchie instaurée en système.

Cette constante est connue du capital. C'est la principale raison de l'inquiétude que suscitent ces projets alternatifs car ils questionnent le rapport social à la base de la reproduction du capital. Personnellement, je me serais attendu à des propos plus étayés sur ce point fondamental. Les auteurs ont préféré opter pour une analyse culturelle plutôt que socio-économique. Il en ressort parfois des propos qui surprennent. Je pense, entre autres, à « l'exigence de création institutionnelle en profondeur » (p. 227) que véhiculeraient ces projets et qui serait une des raisons de la résistance à leur diffusion. C'est un argument fort acceptable mais qui laisse entendre que ces utopies ne peuvent se consolider qu'autour de gens bien spéciaux, des exaltés par exemple, et que les contraintes sont d'ordre culturel. Mothé (1980) a pourtant montré que le projet autogestionnaire est porté par des gens bien ordinaires et que les difficultés rencontrées, si elles ont des assises culturelles, renvoient davantage aux clivages sociaux et aux luttes entre les forces en présence pour l'affirmation de modèles précis de représentation du social, soit ceux qui valorisent la hiérarchie comme la soumission.

Cette remarque n'entache aucunement l'importance de ce livre. Elle indique seulement les limites qu'impose un angle d'approche qui privilégie la culture. Sainsaulieu, Tixier et Marty auraient eu avantage à le souligner d'emblée. Quant à Baudouin et Collin, ils auraient également pu expliquer leur orientation analytique. Au delà de cette suggestion, ces deux livres – et c'est l'essentiel – informent très bien de l'état des mouvements en cours en France. Celui de Baudouin et Collin, grâce à l'exemple de la Basse-Normandie, identifie les enjeux présents comme vient de le faire Mandel (1986) pour l'ensemble de l'Europe capitaliste. Ce livre et celui de Sainsaulieu, Tixier et Marty laissent entrevoir le genre de dynamique sur laquelle les travailleurs auraient une meilleure emprise car, au fond, c'est là l'idée maîtresse des auteurs.

RÉFÉRENCES

- BARITEAU C., M. Lavallée et J.P. Garneau
1986 *La participation au travail : incidences du milieu sur les intérêts et les attentes des futurs participants.* (À paraître).
- MANDEL E.
1986 « Les conséquences sociales de la crise économique en Europe capitaliste », *Imprecor*, 212: 5-14.
- MOTHÉ D.
1980 *L'autogestion goutte à goutte.* Paris: Le Centurion.

Claude Bariteau
Département d'anthropologie
Université Laval